

bien mince, compte tenu des incertitudes inhérentes à long terme (p. ex. le domaine des modifications génétiques), et que dans des domaines où cet espoir n'existait pas du tout (p. ex. la culture).

Il est déjà assez difficile de gérer ce genre de questions et de trouver un juste milieu entre des valeurs différentes ainsi que de décider des degrés de risque socialement acceptables au niveau national. Ce qui a énormément compliqué les choses pour l'OMC, c'est que, l'Uruguay Round ayant réussi à étendre le système reposant sur des règles à un grand nombre d'économies en développement, l'économie mondiale unique devait surgir d'un groupe d'États-nations dont les structures de réglementation intérieure diffèrent énormément. Certains pays, surtout à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), étaient au milieu de la révolution de Thatcher-Reagan, dont le but était de « s'éloigner d'une conception de l'État comme agent de réglementation de l'économie ». En même temps, ces mêmes États élaboraient et perfectionnaient des cadres de réglementation sociale complexes – qu'il s'agisse de soutenir des contrats sociaux établis depuis longtemps pour tempérer les effets sur la distribution et les conséquences sociales d'une libération plus poussée des forces du marché, ou de gérer les questions techniques et scientifiques, éthiques, culturelles et politiques d'une société avancée sur le plan technologique². D'autres pays, surtout à l'extérieur de l'OCDE, non seulement résistaient à la déréglementation économique, mais se refusaient à la réglementation sociale. En effet, la plupart n'avaient pas de contrat social, sans mentionner le cadre de gestion des affaires publiques, les moyens techniques ainsi que les motivations économiques et politiques intérieures, nécessaires à

² Selon certaines estimations, la réglementation sociale dans l'OCDE aurait subi entre les années 1960 et 1990 une « inflation » de 300 à 400 %. Alors que certains le déplorent, comme l'emploi du terme « inflation » donne à le penser, d'autres y voient une nécessité : au fur et à mesure que le domaine du marché s'étend, le rôle social de l'État doit en faire autant.